



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Environnement - Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST - CRAC 2019 - Avenant n°4 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

La signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM, a été autorisée par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011 conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz. Le montant global de l'opération a été initialement évalué à 5 152 K€ TTC.

Deux premiers avenants à la convention de mandat ont été conclus en 2014 et 2015 pour prendre en compte respectivement le planning actualisé de l'opération ainsi que le versement d'une avance complémentaire de 200 000 € afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, sans incidence sur le bilan financier. L'avenant n°3 approuvé en octobre 2018 a eu pour objet de prolonger la durée du marché et d'octroyer une rémunération complémentaire, pour un montant de 10 965 € HT, correspondant aux prestations à effectuer par le mandataire à la suite de la modification de programme intervenue consécutivement à l'avancement des études et aux fins de permettre l'intervention de la SERM sur l'ensemble du processus de réalisation des travaux comme prévu dans le marché. Le montant total de la rémunération a été porté à 320 K€ HT (y compris révisions d'ores et déjà perçues), soit 314 K€ HT hors révisions.

S'agissant des travaux, les derniers travaux confortatifs en matière de prévention incendie ont été réceptionnés le 11 février 2016 pour un montant de travaux arrêté à 1 309 860 € HT.

Pour ce qui concerne les travaux d'amélioration des installations du réseau biogaz, la SERM présente à Montpellier Méditerranée Métropole le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération dont le montant a été estimé par le maître d'œuvre à 1,85 M€ HT, au terme de la phase diagnostic.

Les études se sont poursuivies en 2018 au stade Projet, en concertation avec l'exploitant de l'installation, titulaire de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'Exploiter, et la maîtrise d'ouvrage. Ainsi, les études de Projet remises le 31 janvier 2018 ont été complétées en mai 2018 à la suite de la modification de programme consécutive à la prise en compte des remarques de l'exploitant concernant le déplacement des quatre torchères en place vers une structure indépendante facilitant les opérations de maintenance et une meilleure gestion des condensats, permettant d'aboutir à une version partagée dont les solutions techniques répondent aux préconisations de l'opération.

La dévolution des marchés de travaux correspondants a fait l'objet de deux procédures distinctes.

La première procédure de consultation lancée en avril 2018 pour l'attribution du marché de fourniture des torchères selon la procédure concurrentielle avec négociation. À l'issue de l'analyse, et après information de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 30 octobre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer le marché à la société FBI BIOME pour un montant de 506 685 € HT (soit – 12 335 € HT par rapport à l'estimation du maître d'œuvre DE 519 020 € HT). Le marché de fourniture des torchères a été notifié à l'entreprise dès le début de l'année 2019 afin d'engager les études d'Exécution au plus tôt pour lancer les fabrications.

Parallèlement, la deuxième procédure de consultation a été lancée selon une procédure adaptée restreinte avec faculté de négociation pour la passation des marchés publics de travaux répartis selon 3 lots relatifs respectivement aux tuyauteries / raccordement des torchères (lot n°2), charpente métallique / installation des torchères (lot n°3), électricité / automatismes (lot n°4). Les marchés correspondants ont été attribués début 2019 pour un montant global de 1 321 996 € HT.

Les demandes d'autorisations administratives relatives au Porter à Connaissance dans le cadre de l'Autorisation d'Exploiter à conduire par l'exploitant en tant que titulaire de ladite autorisation, et à la demande de Permis de Construire Modificatif ont été déposées en temps utile afin de garantir l'obtention desdites autorisations avant le démarrage des travaux programmés à la fin du premier semestre 2019.

La fabrication des torchères a été lancée à l'été 2019 et leur installation sur la plateforme créée a été faite début 2020. Les travaux de constitution du nouveau réseau biogaz ont démarré concomitamment. Leur achèvement initialement prévu fin du 1^{er} semestre 2020 a été retardé à début 2021 par la survenance de l'épidémie Covid-19 et la mise en œuvre des nécessaires vérifications de la conformité technique des ouvrages.

La durée du mandat de maîtrise d'ouvrage doit être prorogée en conséquence jusqu'à cette date (hors Année de suivi de Parfait Achèvement) pour tenir compte de cette nouvelle échéance prévisionnelle dans le cadre d'un avenant n°4, révisé pour tenir compte des nouveaux délais et sans incidence financière. Cet avenant n°4 précise par ailleurs qu'il n'est pas possible pour la SERM de souscrire une police Constructeur non réalisateur (CNR) seule, cette garantie étant prévue dans le seul cadre d'une police Dommages Ouvrages dont la souscription par la SERM pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas prévue au mandat.

Sur le plan financier, les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par Montpellier Méditerranée Métropole de remboursements de dépenses et, d'autre part, par le versement d'avances. Le bilan prévisionnel des dépenses du mandat est ajusté en conséquence des différentes évolutions.

En 2019, aucun versement d'avances n'a été réalisé, le montant des avances versé au 31 décembre 2019, s'élevant à 550 K€. 24 K€ HT ont été versés au titre de la rémunération de la société, soit une rémunération cumulée de 282 K€ HT à la même échéance.

L'arrêt des comptes au 31 décembre 2019 fait apparaître des remboursements de mandat pour un montant cumulé de 2 500 K€ TTC, dont 301 K€ au titre de l'exercice 2019.

À ce stade du projet, le montant prévisionnel du bilan est porté à 5 263 K€ TTC, en augmentation de 92 K€ TTC par rapport au bilan approuvé dans le cadre du CRAC 2018 et ce afin de prendre en compte le maintien d'un poste « aléas » à hauteur de 100 K€ HT pour la poursuite des travaux et les éventuelles nouvelles répercussions de l'épidémie de Covid-19.

En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2019 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires ;
- d'approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°4 au marché complémentaire ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-146965-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02127_Avenant n° 4_VD-1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.